



Lettre ouverte au Président Frédéric Bierry

Les dernières Nouvelles d'Alsace et L'Alsace du 15 mars rapportent de votre part les propos suivants : « *Notre modèle à nous ne porte pas atteinte au modèle de la Nation.* »

Nous nous battons, vous et nous, depuis 2016 pour qu'à minima l'Alsace redevienne une Région de plein droit. Un des principes qui a présidé à sa dissolution se trouve dans les propos tenus par Madame Lebranchu, ministre en charge des Collectivités, de passage à Strasbourg : « *Il ne faut pas confondre : la région est un outil institutionnel, pas un outil de reconnaissance culturelle ou historique* ». (Cf. DNA du 25 avril 2015). Elle aurait pu rajouter sans trahir la réalité, le modèle de la nation française se veut d'unir les mêmes, en l'occurrence des clones de « territoires » neutres d'histoires et de cultures propres.

Dans les mêmes articles, il est dit que vous souhaitez « *que la République puisse mieux prendre en considération à la fois les intérêts propres de chaque région, ce qui fait leur histoire, leur géographie, leur économie, leur culture, leur langue régionale* ». En réalité leur identité. Nous ne pouvons qu'approuver votre souhait, mais il implique de revisiter le modèle de la Nation. En amont de la revendication en faveur d'un retour à une Région Alsace, il y a celle d'une évolution du concept de Nation en l'ouvrant sur le très européen et post-national principe d'union dans la diversité.

Si l'État devait rester sur le concept énoncé par Madame Lebranchu, rien ne le poussera à recréer une Région Alsace. D'autres critères resteront maîtres du jeu. La reconstitution d'une Région Alsace dotée de vrais pouvoirs et de vrais moyens et la pleine mise en valeur des particularismes alsaciens, quasiment tous liés à sa rhénanité, passent nécessairement par une reconnaissance des identités régionales en tant qu'éléments de l'identité nationale. Ce qui ne sera pas demandé ne sera pas obtenu.

L'Alsace, qui voit ce qui se fait ailleurs, est bien placée pour appeler la France à intégrer l'idée que l'union s'enrichit de la diversité et à s'inscrire dans une démarche de rénovation d'un système né de la centralisation monarchique et du raidissement révolutionnaire, afin de l'adapter aux dynamiques politiques et sociales contemporaines.

L'Alsace, qui voit ce qui se fait ailleurs, est bien placée pour appeler la France à une nouvelle gouvernance, à une régénération de la République fondée sur l'acceptation de la pluralité et de la multipolarité, non pour elle-même, mais pour la démocratie, par impératif catégorique.

Monsieur le Président, lancez ces appels !

Pierre Klein, président
president@ica.alsace
www.ica.alsace